

SYRIE

Le premier rapport des observateurs présenté hier à la Ligue arabe

Le chef des observateurs en Syrie, chargé de veiller à l'application du plan arabe de sortie de crise, présentait hier son premier rapport à la Ligue arabe sur sa mission dans un pays où les violences ont encore fait des dizaines de morts ces derniers jours.

Le comité ministériel de la Ligue en charge du dossier syrien a entamé en début d'après-midi une réunion au Caire, siège de l'institution panarabe, afin d'auditionner le général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, à la tête des 163 observateurs actuellement en Syrie.

Ce premier rapport intervient alors que les appels se multiplient pour que le dossier syrien soit transféré à l'ONU. L'opposition syrienne a ainsi accusé les observateurs d'être «manipulés» par le régime du président Bachar al-Assad et la Ligue de s'être montrée incapable de faire cesser les violences.

Le rapport «évalue la situation sur le terrain en Syrie et examine les dispositions qui peuvent être prises dans la prochaine phase», a déclaré Ahmed Ben Hilli, secrétaire général adjoint de la Ligue. Il contient «des photos, des cartes et des informations sur les événements dont les observateurs ont été témoins sur le terrain», a-t-il ajouté.

Les premiers observateurs ont entamé leur mission le 26 décembre à Damas, tandis que la dernière délégation en date est arrivée samedi, en provenance de Jordanie, pour surveiller l'application d'un plan arabe de sortie de crise prévoyant en premier lieu l'arrêt des violences.

La Syrie est en proie depuis la mi-mars à un mouvement de contestation réprimé dans le sang, qui tend à se transformer en conflit armé entre l'armée et des soldats dissidents ayant notamment rejoint l'«Armée syrienne libre».

Dans la nuit de samedi à dimanche, de violents affrontements ont opposé des soldats et des déserteurs dans le village de Basr al-Harir, dans la province de Deraa (sud), faisant 11 morts dans

les rangs de l'armée régulière, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Par ailleurs, à Deir Ezzor (est), un jeune homme de 19 ans a été tué lors de perquisitions dans le village de Tayané.

Depuis plus de neuf mois, la répression de la révolte a fait plus de 5 000 morts, selon une estimation de l'ONU en décembre, et, samedi, 21 civils, dont quatre manifestants pro-Assad, ont encore péri. Vendredi, un nouvel attentat dans le centre de Damas avait aussi fait 26 morts.

Le général Dabi, dont la nomination fait polémique car il a dirigé un temps au Soudan les forces nordistes pendant la guerre civile avec le Sud, avant d'être impliqué dans le conflit au Darfour, a estimé dans le journal britannique *The Observer* qu'il était trop tôt pour juger sa mission.

«C'est la première fois que la Ligue organise une telle mission. Et elle vient juste de commencer, donc

je n'ai pas encore eu le temps de me faire une opinion», a-t-il déclaré.

La Ligue arabe a récemment reconnu des «erreurs» mais a défendu la mission, assurant qu'elle avait permis la libération de détenus et le retrait des chars des villes, des affirmations contestées par les militants pro-démocratie.

L'opposition syrienne a pour sa part qualifié cette mission d'«échec» et appelé l'ONU à intervenir, qualifiant de «molle» la politique de la Ligue à l'égard de Damas.

Amnesty International a souhaité que le rapport du général Dabi montre clairement les «graves violations des droits de l'Homme».

Un autre secrétaire général adjoint de la Ligue, Adnane Issa, a toutefois assuré à l'AFP qu'«aucun projet de retrait des observateurs n'était à l'ordre du jour de la réunion du comité ministériel. Nous ne parlons pas de retrait mais du renforcement de cette mission».

Samedi, plusieurs milliers de personnes ont participé aux funérailles des 26 victimes de l'attentat perpétré la veille à Damas, une attaque «terroriste» selon les autorités qui ont promis de répliquer

d'«une main de fer», tandis que l'opposition montrait le régime du doigt.

Des navires de guerre russes en mission de routine à Tartous

Un groupe de navires de guerre russes comprenant le porte-avions Admiral Kouznetsov a accosté dans la base navale de Tartous en Syrie pour se réapprovisionner, ont annoncé dimanche l'agence de presse officielle syrienne Sana et le ministère russe de la Défense.

«Les navires ont accosté en Syrie», a déclaré un officier de la marine russe, Vladimir Iakouchine, cité par Sana, soulignant que cette visite visait à «renforcer les liens d'amitié» entre la Russie et la Syrie.

«Le navire de lutte contre les sous-marins Admiral Tchabanenko, le patrouilleur Ladny, le pétrolier Lena sont entrés dans le port de Tartous, tandis que le porte-avions Admiral Kouznetsov et le remorqueur Nikolai Tchiker sont restés en rade à l'extérieur du port» pour une mission de routine, a indiqué de son côté un responsable du ministère russe de la Défense, cité par l'agence de presse russe Ria Novosti. La base navale de Tartous

est la seule dont dispose la Russie en mer Méditerranée. Après leur réapprovisionnement, «les bateaux quitteront les eaux territoriales syriennes le 9 janvier pour poursuivre leur mission», a ajouté le responsable du ministère russe de la Défense. Une source au sein de la marine russe a observé que cette opération s'inscrivait dans le cadre de manœuvres entamées le 6 décembre dernier et assuré qu'elle n'avait aucun rapport avec la situation en Syrie. Le quotidien privé syrien *Al-Watan*, proche du pouvoir, avait annoncé mardi qu'une flotte russe emmenée par le porte-avions Admiral Kouznetsov accosterait à Tartous pour y rester six jours. La Russie, qui a récemment agrandi sa base navale au large de Tartous, s'est montrée un fidèle allié de Damas depuis le début à la mi-mars de la révolte contre le régime du président syrien Bachar al-Assad. Moscou a régulièrement rejeté toute ingérence dans la crise syrienne et a mis en octobre son veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU envisageant un embargo sur les livraisons d'armes à la Syrie, dont la Russie est le principal fournisseur depuis la période soviétique.

GOLFE

Les États-Unis «répondront» si l'Iran cherche à bloquer le détroit d'Ormuz

Les Etats-Unis «répondront» par la force si l'Iran cherche à bloquer le détroit d'Ormuz, passage stratégique pour le trafic maritime pétrolier, a affirmé hier le chef du Pentagone Leon Panetta, évoquant une «ligne rouge» à ne pas franchir.

«Nous avons été très clairs sur le fait que les Etats-Unis ne toléreront pas la fermeture du détroit d'Ormuz. C'est une autre ligne rouge pour nous et nous y répondrons», a déclaré le secrétaire américain à la Défense lors de l'émission

Face the Nation sur CBS. La tension est montée d'un cran entre Téhéran et Washington mardi après les mises en garde émises par l'Iran à l'issue de manœuvres militaires contre la présence de la marine américaine dans le Golfe, suscitant des craintes sur l'éventuelle fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel transite 35% du pétrole brut transporté par voie maritime dans le monde.

En dépit de ces menaces, Washington a promis de maintenir ses navires de guerre déployés dans le Golfe, la Maison-Blanche estimant que les avertissements de l'Iran trahissaient sa «faiblesse» et montraient l'efficacité des sanctions

contre son programme nucléaire controversé. Le plus haut gradé américain, le général Martin Dempsey, a de son côté jugé dimanche que l'Iran serait en mesure de bloquer le détroit, une «action intolérable» selon lui.

«Ils ont investi dans des moyens qui pourraient leur permettre de bloquer pour un temps le détroit d'Ormuz. De notre côté, nous avons investi dans des moyens pour nous assurer que, si c'est le cas, nous l'emportons», a-t-il confié sur CBS aux côtés de M. Panetta. «Nous agirions et rouvririons le détroit» en cas de fermeture, a prévenu le général Dempsey.

AFRIQUE DU SUD

L'ANC souffle ses 100 bougies lors d'un grand meeting

Le Congrès national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud, fêtait hier son centième anniversaire avec un grand meeting à Bloemfontein (centre), dont le point d'orgue devait être un grand discours du président Jacob Zuma.

Alors que la presse locale titrait plus que jamais dimanche sur les divisions du parti longtemps dirigé par Nelson Mandela, l'ANC cherchait à donner l'image d'une formation unie autour de Jacob Zuma.

Il devait définir la ligne du parti pour 2012, jusqu'au congrès de décembre, au cours duquel il compte bien se succéder à lui-même. Ce qui devrait en principe lui permettre de rester président du pays en 2014.

«Il a déjà montré cette intention, parce qu'aucun autre dirigeant ne doit prendre la parole», critiquait Tefo Labaka, membre de la Ligue de jeunesse de l'ANC, une branche opposée à la direction de M. Zuma. «D'autres intervenants auraient pu lui voler la vedette.»

«Nous sommes unis parce que nous

devons nous unir pour ce centenaire. Mais je crois que nous serons très divisés après cet événement», ajoutait-il.

Les messages de félicitations arrivaient, pour ce centenaire du plus vieux mouvement de libération d'Afrique, du président français Nicolas Sarkozy au Premier Ministre David Cameron en passant par le père de l'indépendance zambienne, Kenneth Kaunda.

«Plus jamais en Afrique du Sud vous ne verrez ces écriteaux : "Européens seulement", "Non-Européens seulement", "Non-Européens et chiens interdits". Toute l'Afrique du Sud est libre maintenant. Nous avons notre dignité en tant qu'êtres humains», a commenté Ahmed Kathrada, un vétéran du parti qui fut emprisonné par les anciennes autorités blanches aux côtés de Nelson Mandela.

La fête avait commencé dimanche par un service œcuménique mélangeant politique et religion dans la petite église de Bloemfontein où fut fondé l'ANC — à l'époque Congrès national indigène sud-africain (SANNC) — le 8 janvier 1912.

Les célébrations de samedi s'étaient

achevées dans cette même église par une petite messe de minuit, après que Jacob Zuma y eut allumé la flamme du centenaire.

Cette flamme bénie par le prix Nobel de la paix Desmond Tutu devait arriver dans l'après-midi au stade de Bloemfontein, avant le discours du président Zuma, puis un spectacle résumant les cent ans de l'ANC en cent minutes. Sans oublier un gros gâteau d'anniversaire.

Le parti attendait 100 000 personnes, une foule habillée des couleurs de l'ANC — jaune, vert, noir — venue de tout le pays en bus ou en trains spéciaux.

Alors que le Free State Stadium — héritage de la Coupe du monde de football de 2010 — se remplissait, sous un soleil de plomb, les différentes factions se faisaient déjà entendre, avec notamment un bruyant groupe de partisans du président de la Ligue de jeunesse, Julius Malema.

L'activité autour du stade contrastait avec le calme de Bloemfontein, où ne flottait pas spécialement une atmosphère de fête, quand bien même certaines rues ont été pavisées. A part un concert ouvert au public samedi et

bien sûr la cérémonie au stade de dimanche après-midi, toutes les activités étaient d'ailleurs réservées aux initiés — dignitaires du régime, figures du parti, invités étrangers et journalistes —, et dûment protégées par des cordons de policiers.

Il faut dire aussi que les autorités devaient protéger quelques personnalités : si l'ANC n'a pas réuni 46 chefs d'Etat comme annoncé, elle en a quand même accueilli une bonne douzaine, notamment le roi du Lesotho voisin ou les présidents du Congo, de Madagascar, du Mozambique, de Namibie, de l'Ouganda ou de Zambie.

Icône de l'ANC, l'ancien président Nelson Mandela, âgé de 93 ans et dont la santé est fragile, n'a pas fait le déplacement. Mais la direction de l'ANC espérait qu'il pourrait enregistrer un message d'anniversaire.

La fête avait débuté vendredi par un tournoi de golf et s'était prolongée samedi avec des sacrifices traditionnels pour s'attirer les bonnes grâces des ancêtres, un spectacle de chants et danses et un dîner de gala.